

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 16/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COMPTOIR AGRICOLE

35 route de Strasbourg
67270 Hochfelden

Références : 0006704117/CF/AG
Code AIOT : 0006704117

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2023 dans l'établissement COMPTOIR AGRICOLE, implanté 11 route de Saverne 67370 Wiwersheim. L'inspection a été annoncée le 01/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMPTOIR AGRICOLE
- 11 route de Saverne 67370 Wiwersheim
- Code AIOT : 0006704117
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La coopérative Comptoir Agricole gère une trentaine d'exploitations dans le Bas-Rhin, dont le comptoir agricole de Wiwersheim. Le site de Wiwersheim accueille trois activités principales :

- le stockage de céréales ;
- le stockage et la vente de produits phytosanitaires ;
- le stockage et la vente d'engrais et de semences.

Il est soumis à Autorisation au titre de la rubrique 2160 (silos) de la nomenclature ICPE et dispose d'un arrêté d'autorisation en date du 05/03/1996.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites données à la dernière visite d'inspection du 09/07/2020 ;
- suivi de l'exploitation et du silo ;
- installations électriques et protection contre la foudre.

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délai
1	Règles et consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 05/09/1996, article 19.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
9	Produits autorisés pour stockage en silo et rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
2	Évacuation du personnel	Arrêté Préfectoral du 05/09/1996, article 21.5	/	Sans objet
3	Registre incident	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5	/	Sans objet
4	Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet
5	Procédure d'intervention	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	/	Sans objet
6	Nettoyage des poussières	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	Sans objet
7	Suivi des conditions d'ensilage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a mis en évidence des non-conformités qui doivent être corrigés au plus tôt.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Règles et consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/1996, article 19.3
Thème : Risques accidentels
<p>Prescription contrôlée : «Toutes substances ou préparations dangereuses entrant ou sortant de l'établissement seront soumises aux prescriptions réglementaires d'étiquetage et d'emballage. Ces identifications devront être clairement apparentes.</p> <p>Les stockages vrac et les zones de stockages en fûts et conteneurs, les stockages de produits intermédiaires seront clairement identifiés avec des caractères lisibles et indélébiles.</p> <p>L'exploitant tiendra à jour la localisation précise et la nature des produits stockés, ainsi que l'information sur les quantités présentes.</p> <p>(...)</p> <p>Le personnel sera formé à l'utilisation des équipements qui lui sont confiés et des matériels de lutte contre l'incendie. Des exercices périodiques mettant en œuvre ces consignes devront avoir lieu tous les 12 mois, les observations auxquelles ils pourront avoir donné lieu seront consignées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
<p>Constats : <u>Formation incendie du personnel</u> Lors de la précédente visite en date du 09 juillet 2020, l'inspection avait relevé que l'exploitant n'avait pas été en mesure de présenter de justificatifs attestant de la formation de son personnel au risque incendie. Ce point a donc fait l'objet d'une nouvelle vérification lors de la présente visite. L'exploitant a présenté les attestations des dernières formations incendie suivies par le personnel, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none">- formation équipier de première intervention* en date du 7 mars 2023 suivie par deux salariés du site de Wiwersheim ;- formation incendie et évacuation en date du 4 septembre 2023 suivie par quatre salariés du site de Wiwersheim. <p>* La formation d'équipier de première intervention incendie permet au stagiaire de coordonner une intervention de lutte contre l'incendie.</p> <p><u>Liste et localisation des produits stockés</u> L'exploitant tient à jour, en temps réel, la liste et les volumes de produits stockés sur son site. Pour cela, il utilise un logiciel spécifique. A la demande de l'inspection, il a extrait la liste à jour des produits phytosanitaires et des engrais présents sur le site, ainsi que les volumes correspondants.</p> <p><u>Identification et signalisation des substances dangereuses</u> Les substances dangereuses en présence sur le site sont principalement réparties dans trois zones de stockages (cf plan en annexe 1 confidentielle) :</p> <ul style="list-style-type: none">- une zone de stockage des produits phytosanitaires dans un bâtiment connexe aux bureaux- une zone de stockage d'engrais en sac et de semences- une zone de stockage d'engrais en vrac <p>Le contrôle a porté exclusivement sur les zones de stockage d'engrais en sac et d'engrais vrac.</p> <p>Dans la zone d'engrais sacs, l'identification des produits apparaît sur chaque sac (nom du produit + fiche fournisseur sur chaque conditionnement détaillant la composition). Lorsque les produits présentent un danger, le pictogramme apparaît sur la fiche produit directement sur le sac.</p> <p>Dans la zone de stockage d'engrais en vrac, qui comporte huit cellules, la signalisation des produits</p>

stockés est difficilement visible. La composition des engrais stockés est inscrite sur une ardoise blanche (cf photo A en annexe 2 confidentielle, 15-15-15 qui correspond au pourcentage des trois éléments de base composant l'engrais : azote, phosphore, potassium). Les mentions de dangers ne sont pas affichées.
Observations : L'affichage des noms et des pictogrammes de dangers liés aux produits stockés doit être amélioré, notamment dans la zone de stockage d'engrais vrac. Un compte rendu photographique doit être transmis à l'inspection une fois les mesures correctives appliquées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de suites : 1 mois

N° 2 : Évacuation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/1996, article 21.5
Thèmes : Risques accidentels, Risques silos
Prescription contrôlée : (...) « Un exercice d'évacuation aura lieu tous les ans. »
Constats : Lors de la précédente visite en date du 09 juillet 2020, l'inspection avait relevé que l'exploitant n'avait pas été en mesure de présenter de justificatifs attestant de l'organisation d'un exercice d'évacuation. Ce point a donc fait l'objet d'une nouvelle vérification lors de la présente visite. L'exploitant a présenté les attestations du dernier exercice d'évacuation, suivi par quatre salariés. Il a eu lieu sur le site de l'exploitation en date du 4 septembre 2023, de façon concomitante à la formation incendie.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Registre incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5
Thème : Risques accidentels
Prescription contrôlée : " L'exploitant d'un silo est tenu de déclarer dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents (incendies, explosions,...) survenus du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie, doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. (...)"
Constats : L'exploitant dispose d'un registre papier sur site. Mis en place à la rentrée, ce registre papier ne comporte, pour le moment, aucune mention d'incident.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 4 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème : Risques accidentels
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>" (...) Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre. (...) L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées. "</p> <p>Constats :</p> <p>La dernière vérification des équipements électriques sur le site a été réalisée les 13 et 14 octobre 2022. Elle a donné lieu à la rédaction de deux rapports de vérification des installations électriques, datés du 24 octobre 2022, que l'exploitant a présenté à l'inspection : un rapport de suivi " général " des installations électriques et un rapport " installations classées spécifique aux silos ". Le suivi des travaux préconisés est effectué et a été présenté lors de la visite. Il n'appelle pas d'observations.</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Procédure d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
Thème : Risques accidentels
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>" (...) Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter : le plan des installations avec indication :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ; - les mesures de protection définies à l'article 10 ; - les moyens de lutte contre l'incendie ; - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours. <p>les stratégies d'intervention en cas de sinistre ; et le cas échéant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la procédure d'inertage ; - la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement. " <p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient à jour le plan des installations (cf annexe 1). Celui-ci mentionne les :</p> <ul style="list-style-type: none"> - phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ; - les mesures de protection définies à l'article 10 ; - les moyens de lutte contre l'incendie ; - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours. <p>Il dispose d'une procédure de "conduite à tenir en cas d'auto-échauffement du grain" dans les silos à des fins d'intervention du personnel pour la gestion d'une telle situation. Le personnel sur place lors de la visite connaît la procédure et sait où se trouve le document la décrivant.</p>
Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Nettoyage des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème : Risques accidentels
Prescription contrôlée : " Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.(...) "
Constats : Des procédures relatives au nettoyage sont en place. Le nettoyage est effectué à l'aide d'un aspirateur. Lors de la visite, l'inspection a noté la présence de poussières sur les poutrelles et charpentes au niveau du silo nommé " silo plat métallique ", sur le plan en annexe 1 confidentielle. L'exploitant a déclaré que la dernière opération de nettoyage a été réalisée il y a un mois. Étant en début de période de stockage du maïs, le niveau d'empoussièrement risque d'augmenter.
Observations : L'exploitant doit procéder plus régulièrement au nettoyage de toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Suivi des conditions d'ensilage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
Thème : Risques accidentels
Prescription contrôlée : " L'exploitant doit s'assurer, périodiquement, que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.(...),"
Constats : L'exploitant contrôle, en continu, la température des produits stockés susceptibles de fermenter à l'aide de sondes connectées à un système de surveillance informatique. Le taux d'humidité des grains est mesuré à la réception des grains et en sortie des séchoirs.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thèmes : Risques accidentels, Vérification des dispositifs de protection contre la foudre
Prescription contrôlée : " L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

<p>Une vérification visuelle est réalisée, annuellement, par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre fait l'objet d'une vérification complète, tous les deux ans, par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximal d'un mois, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximal d'un mois."</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière vérification des installations de protection foudre a été réalisée le 07 février 2023. Elle a été réalisée selon la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. Cette vérification conclue à la non-conformité du système de protection foudre aux normes en vigueur. Les non-conformités concernent notamment les paratonnerres du silo tour et du silo à fond plat.</p> <p>L'exploitant a présenté un devis signé en date du 19 juin 2023 pour la réfection de l'installation de protection contre la foudre, sur la base des conclusions du rapport de contrôle sus—visé.</p> <p>L'exploitant précise que des travaux de mise en conformité seront réalisés après la campagne de récolte du maïs.</p> <p>Dans l'attente de la réalisation des travaux, l'installation de protection contre la foudre est défectueuse. Il s'agit d'une non-conformité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suite</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure</p>
<p>Proposition de délai : 6 mois</p>

N° 9 : Produits autorisés pour stockage en silo et rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25</p>
<p>Thèmes : Risques accidentels, Capacité des rétentions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté préfectoral du 05/03/1996, article 21.2</p> <p>" Nature et capacités des installations</p> <p>Le demandeur est autorisé à exploiter un ensemble de silos de types vertical et horizontal, dont la capacité maximale de stockage est de 33 000 m³.</p> <p>Les produits stockés ou manipulés seront exclusivement des céréales. (...) "</p> <p>Arrêté ministériel du 04/10/2010, article 25</p> <p>" Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention, dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. (...) "</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection constate, à l'intérieur du bâtiment accueillant le silo plat métallique (cf plan en annexe 1 confidentielle), la présence d'une citerne aérienne simple paroi de 1 000 L, contenant un produit liquide, posée à même la dalle béton (cf photo B en annexe 2 confidentielle), sans aucun dispositif de rétention. La citerne ne comporte aucune indication sur le produit qu'elle contient.</p> <p>L'exploitant nous explique qu'il s'agit de fioul qui sert à l'alimentation d'un chariot télescopique. Le réapprovisionnement de la citerne vient d'être réalisé, elle est donc pleine.</p> <p>La cuve de fioul doit être déplacée hors du bâtiment abritant le silo et positionnée sur une rétention de capacité adaptée.</p>

Observations : En vertu du point de contrôle n°1, la substance contenue dans la cuve (fioul) doit être clairement identifiée avec des caractères lisibles et indélébiles, et le pictogramme de danger associé à cette substance comburante doit également être affiché.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délai : 1 mois
